Les bonnes clôtures font-elles les bons voisins ?

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/9406>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.9406

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2019

Pagination : 199-202

ISBN : 978-2-919040-45-2

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Les bonnes clôtures font-elles les bons voisins ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1325 | 2019, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/9406> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.9406>

Kiosque

Les bonnes clôtures font-elles les bons voisins ?

Mustapha Harzoune

Les Anglais n'ont rien inventé. Quand dans un pays rien ne va comme on le souhaiterait, l'étranger est une aubaine. On se tourne vers lui, non pour lui tendre la main, mais pour lui signifier qu'il ferait bien d'aller traîner ses guêtres ailleurs. Peu chaut alors son énergie, sa vitalité, sa force de travail, ses neurones (à moins de les jauger et de les choisir soi-même). Rien à faire aussi de ses déclarations et démonstrations de fidélité. Plutôt que de voir en lui une possible ressource, on en fait un incontestable bouc émissaire. Contre-intuitive par excellence, la démonstration sied à l'opinion. Pour se débarrasser des importuns – les « indésirables » de la France des années 1930 –, rien de plus facile. Il suffit de dresser ou de rétablir une bonne vieille frontière. Aux États-Unis ou en Hongrie, elle prend l'allure d'un mur ou d'une barrière. En Grande-Bretagne, elle s'appelle Brexit. *Exit* l'Union européenne, ses directives, son fédéralisme, sa zone euro par trop envahissante. *Exit* aussi l'immigré. Et, pour le coup, pas juste les damnés de lointaines terres ! Non, des Européens pur jus. Des frères et des sœurs en civilisation et en croyances, de celles et ceux que l'Europe centrale et de l'Est déverseraient à tire-larigot. En matière d'immigration, il est un vieux proverbe qui éclaire tous les tours de vis migratoires : « *qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage* ». Ce n'est pas la trop réaliste métaphore aquatique qui importe ici, mais cette « *rage* », cette rage qui ne prend même pas la peine de se nourrir de religion, d'islam, de civilisation menacée, de « grand remplacement » ou d'un trop-plein de mélanine..., non, juste quelques tuyaux et robinets « *so british* » menacés par d'insupportables plombiers polonais et la cupidité, la convoitise prêtées à ces Européens pour les royales prestations sociales. *In fine*, ce qui compte, ce n'est pas d'où vient ni qui est l'étranger, mais comment le xénophobe choisit d'habiller le mot « *rage* ». Ce qui compte ce n'est plus le monde tel qu'il va (ou ne va pas), mais les « *imaginations malades* » qui, en vomissant leurs mots – ces « *étrons de verbe* »

qui souillent la langue écrit Alexis Jenni –, ajoutent au « *malheur du monde* ». Charles-Louis Philippe et Albert Camus tiennent les deux bouts d'une même tragédie. Le premier remonte à l'origine du mal, le second en annonce les effets. Pas certains que, selon l'adage remis au goût du jour par Robert Frost, « *les bonnes clôtures font les bons voisins* ».

Économie de la frontière versus frontières de l'économie ?

Mais que disent les chiffres ? Entre janvier et septembre 2018, selon l'Office national des statistiques britannique, le solde migratoire du Royaume-Uni s'élève à 283 000 (pour 627 000 entrées et 345 000 départs). Ragaillard par une migration de travail et d'études, le solde migratoire des ressortissants de pays non membres de l'UE est de 261 000 (pour 340 000 entrées), quand celui des ressortissants des pays membres de l'UE avoisine les 57 000 (pour 202 000 entrées). Globalement, l'immigration en provenance de l'Europe continue de pousser. En revanche, avec un solde migratoire négatif estimé à – 15 000 (pour 38 000 entrées), l'office britannique enregistre, depuis deux ans, une baisse des entrées et une hausse des départs des ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'Union européenne en 2004. En 2016, l'immigration avait été au cœur de la campagne du référendum sur le Brexit. Ceci a-t-il à voir avec cela ? À voir. Mais, respectueuse des desiderata de son souverain peuple, Theresa May, s'est engagée à mettre fin à la liberté de circulation des Européens vers le Royaume-Uni. Le 2 octobre 2018, la Première ministre révélait les règles qui devraient être appliquées en matière d'immigration : « *Quand nous quitterons [l'Union européenne], nous mettrons en place un système d'immigration qui met fin, une fois pour toutes, à la libre circulation* » des citoyens européens au Royaume-Uni. « *Ce sera un système basé sur les compétences des travailleurs, et non sur leurs origines. Ce nouveau système permettra de réduire l'immigration des personnes peu qualifiées. Il mettra le Royaume-Uni sur la voie d'une immigration réduite à des niveaux viables, comme promis.* » *Exit* donc les impécunieux ! Quant à ces « *niveaux viables* » de l'immigration, les conservateurs l'estiment (au doigt mouillé ?) à 100 000 personnes par an (contre 283 000 en 2018). Pour pouvoir bénéficier du sésame ouvrant l'accès

à l'île de sa gracieuse majesté, il faudra justifier d'un gros portefeuille. Re-exit les impécunieux: «*les personnes autorisées à s'installer devront attester d'un certain niveau de revenu, pour garantir qu'elles n'occupent pas des emplois "qui pourraient être pourvus" par la population britannique*» (LeMonde.fr, 2 octobre 2018).

Le 19 décembre, un Livre blanc sur le système d'immigration post-Brexit confirmait ces annonces. Un nouveau projet de loi est attendu qui devrait en faire de même. Pour le ministre de l'Intérieur, Sajid Javid, tout cela répond au souhait des Britanniques de «*reprendre le contrôle des frontières*». Selon Sajid Javid, lui-même fils d'un immigré pakistanais, l'obtention de visas pour les étrangers sera plus compliquée que par le passé. «*Les nouveaux critères de délivrance des visas auront pour objectif d'inciter les entreprises britanniques "à se tourner en priorité vers la main-d'œuvre nationale", ajoutant "que le niveau de salaire requis pour entrer sur le sol britannique serait fixé ultérieurement, après de nouvelles consultations, mais pourrait tourner autour de 30 000 livres (33 300 euros)"*» (nordlittoral.fr, 19 décembre).

Suite à ces déclarations, «*le NHS, système public de santé britannique, a fait part de ses craintes de rencontrer des difficultés à recruter si le seuil de salaire minimum pour les travailleurs étrangers était fixé à 30 000 livres. "Des compétences élevées ne sont pas synonymes de salaires élevés", a déclaré l'un des directeurs du NHS, Saffron Cordery, à la BBC. "Le salaire initial des infirmières est de 23 000 livres, celui des médecins juniors de 27 000 livres, et celui des aides-soignants de 17 000 livres"*». Pour le maire de Londres, le travailliste Sadiq Khan, «*fermer la porte à des milliers de travailleurs européens qui veulent venir ici pour remplir des rôles cruciaux nuira à notre compétitivité*» (nordlittoral.fr, 19 décembre). Les milieux économiques «*craignent*» que ces mesures «*renforcent des pénuries déjà criantes*». «*Au Royaume-Uni, 98 % des biens de consommation sont livrés par camions. Or l'industrie des transports et de la logistique souffre d'une pénurie de routiers alors qu'elle peine à attirer les plus jeunes. Résultat: le secteur recrute un très grand nombre de travailleurs européens, environ 200 000 actuellement. La volonté de mettre un frein aux employés peu qualifiés fait donc bondir Richard Burnett, président de l'Association de transport*

routier qui représente l'ensemble de l'industrie: "Nous ne sommes pas contents que seuls les employés qualifiés soient prioritaires. Notre industrie dépend énormément de travailleurs peu qualifiés étrangers, car la taxe d'apprentissage pour former les jeunes britanniques n'est pas efficace. Parallèlement à ça, on a un taux de chômage historiquement bas: où va-t-on trouver de la main-d'œuvre?"» (RFI, 19 décembre).

Hôpitaux, transports, mais aussi construction, restauration, autant de secteurs économiques qui s'inquiètent de la nouvelle politique migratoire. Selon Richard Burnett: «*Il faut que ces règles soient assouplies parce que sinon c'est l'ensemble de l'économie britannique qui va en pâtir. Si nous ne pouvons pas livrer leurs produits aux supermarchés ou aux entreprises, l'impact sera extrêmement négatif.*»

Inquiétudes dans l'Hexagone

À voir la hausse des demandes d'acquisition de la nationalité française, il est aisé de comprendre que le Brexit inquiète les Britanniques de France: «*entre 2015 et 2017, le nombre de demandes est ainsi passé de 386 à 3 173. En pourcentage, les Britanniques sont passés de 0,4 % à 3,5 % des dossiers déposés pour acquérir la nationalité entre les deux années. En 2017, "un tiers des demandes" concernaient des conjoints de Français (...). Au cours des six premiers mois de 2018, le nombre de dossiers déposés par des Britanniques a atteint 1 370 (selon des chiffres provisoires), soit 2,6 % de la demande totale*» (Sudouest.fr, 10 octobre 2018). Et pourquoi demander la nationalité française? Pour continuer à circuler librement en Europe, pour conserver un emploi dans la fonction publique ou un mandat électif...

Le ministère des Affaires étrangères estime la communauté britannique en France à 300 000 personnes environ, quand l'Insee répertoriait 150 000 résidents en 2014. «*La Nouvelle Aquitaine est la première région française d'accueil des résidents britanniques; 26 % d'entre eux y ont élu domicile. Viennent ensuite l'Occitanie (17 %) et l'Île-de-France (13 %)*» (Insee). Ils «*constituent souvent plus de 15 % de la population dans des communes marquées par des problématiques de désertification ou de difficultés sociales*» (Insee). À Eymet (Dordogne), ils représentent jusqu'à un tiers de la population locale. En Bretagne, «*avec*

plus de treize mille expatriés, les Britanniques constituent la plus importante population immigrée devant les Marocains et les Portugais» rappelle Charlotte Chabas en reportage à Gouarec dans les Côtes-d'Armor (Le Monde.fr, 19 novembre 2018). «Un dédale de schiste et d'ardoise où l'on trouve hortensias, crêperie et calvaires, mais aussi cornish pastries, thé du Yorkshire et marmelade. Car sur les neuf cents habitants du bourg breton, près de 20 % viennent d'Outre-Manche». Mais, «à moins de cinq mois du Brexit, "tout le monde est très tendu, on croule sous les demandes d'information", confirme Maggie Fee, de l'association gouarécaine Intégration Kreiz Breizh (AKB), destinée à aider les expatriés anglo-saxons. "La semaine passée, on a reçu une femme de 80 ans, tellement stressée qu'elle se grattait le bras jusqu'au sang en demandant ce qu'elle allait devenir», raconte l'animatrice, arrivée en France en 2001"». L'incertitude étant, Maggie Fee conseille de demander un titre de séjour, et fissa, «cela s'avérera peut-être inutile au bout du compte, mais au moins vous aurez essayé de faire quelque chose».

Christine et Richard Clarke se sont installés il y a 15 ans dans l'Indre, à Prissac, près de Châteauroux. «Comme eux, huit familles d'immigrés anglais vivent dans ce village. Hier, pendant les négociations [le 15 janvier, les députés du Royaume-Uni rejetaient l'accord de Brexit], le couple Clarke ne quittait pas sa télé des yeux. "Le choix est d'accepter la résolution de Theresa May ou rien, et rien, c'est la catastrophe pour l'Angleterre. Mais ils sont sourds, ils n'écoutent pas", s'inquiète Christine Clarke. (...) À Prissac, le couple Clarke pense d'abord au remboursement de leurs soins et à la pension de Richard, ancien militaire. "Si c'est trop difficile pour les affaires médicales, la santé, il faudra retourner en Angleterre", estime Christine. "Les gens qui habitent en Australie, leurs retraites étaient versées par le gouvernement, mais ils n'avaient pas l'augmentation chaque année. Peut-être que, si on n'est pas dans l'Europe, ce sera la même chose pour nous", s'inquiète son époux.» Retour de la frontière, des douanes, des taxes à l'import-export, augmentation des prix... personne ne sait de quoi demain sera fait. Alors, «Richard et Christine se préparent à toutes les éventualités: ils ont déjà constitué un dossier pour leur demande de carte de séjour» (France3-régions.france.tvinfo.fr, 16 janvier).

En France, les résidents britanniques ne sont pas les seuls à être tracassés par le retour d'une frontière entre l'île et le continent. Le Monde du 12 février montre comment, «de Dieppe à Newhaven, des destins [sont] suspendus» à un accord entre Londres et Bruxelles. Ainsi, sauf accord, plus question pour les pêcheurs dieppois de pêcher dans les eaux anglaises. Nicolas Bellenchombre, «délégué général du Festival du film canadien de Dieppe, (...) voudrait œuvrer à ce que son port d'origine prenne conscience de sa qualité de ville frontière et regarde davantage vers le large. "Historiquement, Dieppe est un trait d'union entre le Canada, la Grande-Bretagne et la France"», rappelle M. Bellenchombre qui «voudrait notamment voir Dieppe rejoindre l'orbite de la scène culturelle et artistique novatrice de Brighton, de l'autre côté de la Manche, à deux pas de Newhaven». Mais voilà: «Les projets culturels qu'il mène de concert avec le Newhaven Regeneration Group, de l'autre côté de la Manche, auraient pu bénéficier du Fonds européen de développement régional. Avec le Brexit, il n'en est plus question.» Madame Mynott, qui partage sa retraite entre Newhaven et un mobile-home du Marais poitevin, a raison: l'ouverture de la frontière est bien une «ouverture sur le monde».

Nouvelles minorités?

Les «expatriés» européens au Royaume-Uni s'inquiètent itou. Notamment les couples mixtes ou binationaux. L'irruption du législateur dans les alcôves glace les ardeurs transnationales: «des couples binationaux, qui ont construit leur vie à deux outre-Manche, font part de leurs inquiétudes» (francetvinfo.fr, 15 novembre 2018). Et cela concerne du monde: «3 % des couples de plus de 18 ans y résidant sont composés d'un Britannique et d'un Européen non-britannique, notent des chercheurs de l'université de Southampton. Au total, deux millions de personnes sont donc concernées.»

Face au flou et au tour de vis annoncés, les couples, qui craignent que l'étranger du couple doive, à terme, quitter le territoire, s'alarment, cherchent, anticipent même: «"Ma femme a dû se déraciner de ses proches et de sa culture pour sauvegarder notre famille." Le 30 mars 2017, au lendemain du déclenchement officiel du Brexit, Bruno Pollet a quitté le pays de Galles pour la Norvège avec Emma, son épouse écossaise, et

leur fils de 3 ans. Un départ motivé par le refus du ministère de l'Intérieur britannique d'accorder à Bruno, Français, une carte de séjour (...). Un comble pour cet ingénieur de 49 ans, dont vingt-trois passés outre-Manche.»

Monique Hawkins, consultante informatique néerlandaise et son époux Robert, un Britannique de 52 ans, envisagent «de déménager». Florina Tudose, Roumaine de 32 ans, craint de «ne plus pouvoir déménager dans l'Union européenne» avec son compagnon britannique, une fois qu'il sera privé de libre circulation». Gaëlle, une Française de 26 ans, songe, pour éviter l'expulsion, à se marier... «Ils ne sont pas les seuls à envisager cette solution : entre les jours précédant le Brexit et le lendemain du vote, la recherche Google "se marier+citoyenneté" a été multipliée par quatre au Royaume-Uni. Le mariage est pourtant loin d'être une condition suffisante pour obtenir la nationalité britannique».

Alors, entre juin 2016 et juin 2017, 30 000 citoyens européens ont directement fait la démarche, «le double de l'année précédente, relate The Guardian. Mais, pour pouvoir prétendre à la naturalisation, il faut en passer par l'obtention d'un titre de séjour. Or, "à la fin 2016, plus d'un quart de ces demandes n'avaient pas abouti, relevait le Parti libéral britannique"». Voilà pourquoi, «Bruno Pollet

a lui décidé de quitter le Royaume-Uni après que sa demande a été refusée (...) Le père de famille a estimé qu'il s'agissait d'une preuve supplémentaire qu'en tant qu'Européen, il n'était plus le bienvenu dans son pays d'adoption : il a choisi d'émigrer en Norvège, où il a reçu une offre de travail. Entre les insultes et les discriminations dont ils font l'objet, il existe un "environnement hostile" pour les citoyens européens depuis le Brexit, estime Bruno Pollet» (francetvinfo.fr, 15 novembre 2018).

Les voies de l'intégration étant impénétrables, peut-être que «les Anglais savent que s'ils se montrent trop amicaux et rendent la tâche trop facile aux autres, ceux-ci pourraient avoir l'horrible idée de rester étrangers¹»... À moins et plus sûrement qu'il en soit des peuples comme des couples : «Faire partie d'une famille "complète" ces jours-ci, c'était appartenir à une minorité» écrit Hanif Kureishi², de sorte que les bonnes clôtures ne font pas, nécessairement, les bons voisins. Elles peuvent contrarier la cohabitation et le partage d'un monde commun. ■

1. Tarquin Hall, *Salaam London*, Paris, Gallimard (coll. «Folio»), 2010.

2. *Le Don de Gabriel*, Paris, Christian Bourgois, 2002.